

"La conquête d'un objet politique non identifié" dans Libération

Légende: Le 14 février 1994, quelques semaines avant la session inaugurale du Comité des régions, le quotidien français Libération se fait écho des batailles entre les candidats, dont le Français Jacques Blanc, pour obtenir la présidence d'un organe à contours politiques encore indéfinis.

Source: Libération. 14.02.1994. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_conquete_d_un_objet_politique_non_identifie"_dans_liberation-fr-4e282eee-7833-4b85-ad59-effbb5264933.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

La conquête d'un objet politique non identifié

Quatre candidats bataillent pour obtenir la présidence, sans réel pouvoir, du nouveau Comité des régions.

Bruxelles (Union européenne), de notre correspondant

Il s'agit, multiplie les déplacements à travers l'Europe, enchaîne les déjeuners. Ainsi, lundi dernier, au milieu d'un déjeuner de presse organisé par Alain Lamassoure, à Bruxelles, il a surgi à l'improviste pour se rappeler au bon souvenir du ministre des Affaires européennes et, bien sûr, des médias. Bref, il se livre à cette activité très bruxelloise, le lobbying. Il faut dire qu'il n'a que quelques semaines pour convaincre ses pairs. Il, c'est Jacques Blanc, député UDF-PR, giscardien, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon. Il vise la présidence du tout nouveau Comité des régions, créé par Maastricht, et dont la séance inaugurale devrait avoir lieu les 9 et 10 mars. Il part avec un handicap certain: réputé «*très à droite, trop à droite*», comme on le souligne à la Commission, en raison de sa complaisance passée à l'égard du Front national, il semble, en outre, avoir son avenir derrière lui. Il aura fort à faire pour s'imposer, d'autant que plusieurs candidats de poids devraient se trouver sur son chemin: le président de la région flamande, le chrétien-démocrate Luc Van den Brande, le maire de Barcelone, le socialiste Pascal Maragall et l'Ecossais Charles Gray. Le vote obéira à de multiples paramètres: nationalité, poids des régions et des communes, étiquette politique (cette assemblée de 189 élus locaux désignés par leurs gouvernements est majoritairement à droite). Et, bien sûr, le soutien de l'une des deux associations d'élus locaux – l'Association des régions d'Europe pour Blanc et Van den Brande; le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE) pour Maragall et Gray.

Beaucoup d'agitation et de manœuvres, donc, pour un objet politique encore non identifié. Ce sont les Allemands qui, lors de la négociation de Maastricht, ont demandé la création d'une institution représentant les collectivités locales. Mais la réticence des Etats centralisés a limité son rôle à celui d'un simple organe consultatif pour les seules questions intéressant les collectivités locales. Ce qui ne signifie pas qu'il sera sans pouvoir: on imagine mal l'Allemagne ne tenant aucun compte de son avis alors que les ministres-présidents de ses Länder y siègent.

Mais, comme on le souligne à Bruxelles, il faudra que le Comité fasse d'abord ses preuves par «*la qualité de ses avis*». C'est pourquoi les véritables poids lourds de cette assemblée (comme les Allemands ou le président de la Catalogne, Jordi Pujol) ont préféré rester dans l'ombre, afin d'en prendre la mesure. Les Allemands veulent, dans un premier temps, s'emparer du «*secrétariat général*», c'est-à-dire de l'administration du Comité. Les seconds couteaux pourront donc s'amuser quelques temps avec la présidence.

Jean QUATREMER